

octobre 2026, n°280

# Résonances

Lettre d'information



Pôle ressources ville et  
développement social

Centre de ressources  
politique de la ville  
ouest francilien

39 rue des Bussys  
95600 Eaubonne  
[contact@lepoleressources.fr](mailto:contact@lepoleressources.fr)

## L'actu du Pôle ressources

< Cycle jeunesse et violences : publication et webinaires à suivre >

### ACTUALITÉS DU CYCLE "JEUNESSE ET VIOLENCES"

Initié en septembre 2025 par le Pôle ressources pour répondre à des préoccupations repérées dans le cadre de réseaux d'acteur·rices issus·es du monde socioéducatif, le cycle « Jeunesse et violences » a traité de différentes dimensions de violences en 2025-2026. Les expertises partagées par les intervenant·es sont désormais valorisées dans un dossier thématique, en libre accès sur le site du Pôle ressources. La forte participation aux webinaires et l'intérêt des acteur·rices ont conduit le Pôle ressources à poursuivre cette initiative avec de nouveaux webinaires en 2026-2027. Le premier de cette nouvelle édition a traité des pratiques des professionnel·les travaillant en quartiers populaires, notamment dans un contexte d'émeutes urbaines et de répression sociale, avec le sociologue Manuel Boucher. Le prochain, porté par ATD Quart Monde, le 17 décembre, sera l'occasion de mettre ces constats en perspective avec le rapport sur la maltraitance institutionnelle, en replaçant au cœur des réflexions les jeunes et les conséquences de ces violences institutionnelles sur leurs parcours.

Publication : [www.lepolderessources.fr/livret-jeunesse-et-violences](http://www.lepolderessources.fr/livret-jeunesse-et-violences)  
Contact : Mélanie Héroux, [melanie.heroux@lepolderessources.fr](mailto:melanie.heroux@lepolderessources.fr)



< Retour sur... deux temps forts régionaux en septembre 2026 >

### ÉDITION 2026 DE LA JOURNÉE D'ACCUEIL DES NOUVEAUX·ELLES COORDINATEUR·RICES SANTÉ

Organisée annuellement par le Pôle ressources et ses homologues franciliens Profession banlieue et Ressources urbaines, en partenariat avec Promotion santé Île-de-France, la journée d'accueil régionale des nouveaux·elles coordinateur·rices santé vise à faciliter leur prise de poste, et à partager les enjeux et démarches territoriales de santé dans les QPV franciliens. En matinée, la préfecture de région et l'ARS Île-de-France ont présenté leur feuille de route commune pour réduire les inégalités territoriales en santé, autour de 3 priorités : renforcer l'action au bénéfice de la santé mentale, parfaire la coordination des acteur·rices et dispositifs de santé, et consolider les liens entre l'État et l'ARS. L'après-midi a permis une réflexion collective autour des méthodes d'articulation des dispositifs territoriaux, d'adaptation des actions en lien avec les besoins spécifiques de chaque territoire, de prévention de la santé mentale des jeunes, ou encore de participation dans les actions de promotion de la santé. Chaque atelier était coanimé avec un·e expert·e issu·e de Fabrique territoires santé, du Centre collaborateur de l'OMS pour la recherche et la formation en santé mentale (CCOMS), du Psycocom ou de l'association Ikambere.

Contact : Paul Bertrand, [paul.bertrand@lepolderessources.fr](mailto:paul.bertrand@lepolderessources.fr)

### UN SÉMINAIRE À DESTINATION DES MÉDIATEUR·RICES ADULTES-RELAIS

La préfecture de région Île-de-France, en partenariat avec les CRPV franciliens, a convié les médiateur·rices adultes-relais et leurs structures employeuses à un séminaire régional. Celui-ci visait à valoriser leur rôle essentiel dans le renforcement du lien social, ainsi que l'accès aux droits et le dialogue entre habitant·es et institutions. Cette rencontre a également permis de partager les évolutions et les défis du métier, de renforcer les dynamiques de professionnalisation, à partir de témoignages de structures comme Asd prévention (Hauts-de-Seine) et l'association Tendre la main (Yvelines). Enfin, ce temps a permis de croiser les regards entre professionnel·les de terrain, employeur·ses et acteur·rices institutionnel·les. Les actes seront bientôt disponibles.

Contact : Binta Diop, [binta.diop@lepolderessources.fr](mailto:binta.diop@lepolderessources.fr)

< Formation, octobre à décembre, Goussainville et Sarcelles >

### SECOND VOLET DE LA FORMATION « AMBASSADEURS NUTRITION »

Dans le cadre de la "coopérative d'acteurs nutrition" de l'est du Val d'Oise, le Pôle ressources a proposé aux habitant·es engagé·es dans la démarche de s'impliquer au sein du programme « Ambassadeurs nutrition ». 5 journées de formation ont ainsi été proposées au groupe de volontaires, fin 2025, par le comité départemental d'éducation pour la santé de Seine-Saint-Denis (CODES 93). Celles-ci ont permis d'aborder différentes thématiques : les facteurs qui influencent notre santé, des recommandations en matière d'alimentation et d'activité physique et un travail de réflexion et de mise en situation sur le rôle et la posture d' "ambassadeur". Suite à la demande d'approfondissement des questions d'animation et de posture à adopter par les personnes formées, le Pôle ressources les accompagnera pendant 2 journées supplémentaires, avec une formation à l'intelligence collective et à l'animation participative.

Contact : Teodora Rangelova, [teodora.rangelova@lepolderessources.fr](mailto:teodora.rangelova@lepolderessources.fr)

# National / Régional

## Participation

### LA COUR DES COMPTES FAIT LE POINT SUR LA PARTICIPATION CITOYENNE

La Cour des comptes publie un rapport sur " les dispositifs de participation citoyenne à la décision publique ", issu d'une enquête portant sur un sujet proposé lors de la campagne d'initiative citoyenne de 2024. Elle rappelle que cette pratique, longtemps cantonnée aux enquêtes publiques et aux collectivités territoriales, s'est progressivement étendue à l'État, avec la Commission nationale du débat public (CNDP), les conventions citoyennes du conseil économique, social et environnemental (CESE) ou encore la plateforme Agora, en service depuis 2023. Si le coût de l'ensemble reste maîtrisé, à environ 60 M€ par an, dont 50 M€ pour les seules enquêtes publiques, ces dispositifs demeurent dispersés et sous-utilisés par les administrations. Par ailleurs, les suites données aux travaux citoyens, tout comme l'évaluation de leur impact sur la décision publique, restent insuffisantes. Face à ces constats, la Cour formule 5 recommandations, parmi lesquelles la définition d'un cadre méthodologique commun au sein de l'État d'ici 2027 et le dépôt, d'ici fin 2028, d'un projet de loi prévoyant la mise en place automatique d'une convention citoyenne à la suite d'une pétition.

[www.ccomptes.fr/fr/publications/les-dispositifs-de-participation-citoyenne-la-decision-publique](http://www.ccomptes.fr/fr/publications/les-dispositifs-de-participation-citoyenne-la-decision-publique)

## Éducation

### LES ENFANTS VONT BIEN ? CONSTRUIRE COLLECTIVEMENT DES TERRITOIRES ÉDUCATIFS

Le 34<sup>ème</sup> congrès national de l'Association Nationale des Directeurs et des Cadres de l'Éducation des Villes et des Collectivités Territoriales (ANDEV) visera à « construire collectivement des territoires éducatifs, protecteurs et émancipateurs ». Son objectif consiste à replacer le bien-être des enfants au cœur des politiques éducatives, en prenant en compte les différentes dimensions de la vie des enfants, ainsi qu'en analysant les rapports entre adultes et enfants, les formes de domination encore à l'œuvre et les responsabilités collectives qui en découlent. Ainsi,

la rencontre vise à aborder de manière globale les questions affectives, relationnelles, cognitives, sociales et culturelles. La programmation alternera des temps de conférences, par exemple en s'interrogeant sur la place des enfants aujourd'hui ; des temps d'ateliers, visant à échanger entre professionnel·les, valoriser les expériences territoriales et réfléchir collectivement à de nouveaux moyens d'actions ; ainsi que des visites culturelles et sportives.

9 au 11 décembre 2026, Pau

[www.andev.fr/evenements/evenement-1-demo](http://www.andev.fr/evenements/evenement-1-demo)

## En bref

- Tiers-Lieux & Quartiers populaires. Deux mondes parallèles ou interconnectés ?, Rencontre nationale, RTES, 30 novembre et 1<sup>er</sup> décembre 2026,

[www.rtes.fr/rencontre-nationale-tiers-lieux-quartiers-populaires-deux-mondes-paralleles-ou-interconnectes](http://www.rtes.fr/rencontre-nationale-tiers-lieux-quartiers-populaires-deux-mondes-paralleles-ou-interconnectes)

- Finances locales. La situation financière des collectivités avec QPV, Baromètre et communiqué de presse, Ville & Banlieue et ALF, septembre 2026

[www.ville-et-banlieue.org/situation-financiere-des-collectivites-avec-qpv-39299.html](http://www.ville-et-banlieue.org/situation-financiere-des-collectivites-avec-qpv-39299.html)

# Ouest francilien (Hauts-de-Seine / Val d'Oise / Yvelines)

## Éragny-sur-Oise

### LANCEMENT DU PROJET VIF, PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE LES VIOLENCES INTRAFAMILIALES

Dans le cadre du Conseil local de sécurité, de prévention de la délinquance et de la radicalisation (CLSPDR), la ville d'Éragny-sur-Oise développe, depuis 2024, un axe autour de la prévention et de la lutte contre les violences intrafamiliales. Travaillé en transversalité, ce projet a permis d'associer différents services municipaux, en intégrant par exemple le programme de réussite éducative ou le service petite enfance à la démarche, mais également des acteur·rices locaux·les investies sur ces sujets sur le territoire. À la suite de ce travail de cadrage du sujet et de coconstruction de la feuille de route, l'ouverture officielle, permettant une présentation élargie du projet VIF, se fera sous la forme d'un théâtre-débat, le 20 novembre, au cours duquel acteur·rices locaux·les et habitant·es seront invité·es à échanger autour de ce sujet, souvent complexe à aborder. Au programme : un buffet dinatoire, une représentation théâtrale, « Je me porte bien », de Sonia Aya, et un débat animé par différent·es professionnel·les expert·es de ces sujets.

Contact : Emmanuelle Gueguen, coordinatrice sécurité, prévention de la délinquance et cadre de vie, [egueguen@eragny.fr](mailto:egueguen@eragny.fr)

## Val d'Oise

### « APPRENDRE AVEC LES PATIENTS » : 7<sup>ÈME</sup> JOURNÉE DÉPARTEMENTALE DE L'ÉDUCATION THÉRAPEUTIQUE DU PATIENT DU VAL D'OISE

Consacrée au partenariat avec les patient·es et à la place de leurs savoirs dans l'organisation du système de santé et la formation, une journée départementale de l'éducation thérapeutique des patient·es (ETP) du Val d'Oise, organisée par Coord'ETP95, (plateforme de coordination, de ressources et d'accompagnement en éducation thérapeutique du patient, créée par des professionnel·les de santé et patient·es du Val d'Oise), se tiendra le 18 novembre prochain, à Ermont. Celle-ci permettra de croiser des apports d'expert·es sur le partenariat en santé, et des initiatives concrètes de terrain. Patient·es, partenaires, proches, professionnel·les de santé et acteur·rices de l'ETP viendront ainsi partager leurs expériences ainsi que les questions et défis qu'ils·elles rencontrent dans leur dynamique partenariale. Un village associatif sera en outre proposé en après-midi afin de pouvoir prendre connaissance de la diversité des initiatives portées dans le Val d'Oise, et aller à la rencontre des porteur·ses de projet.

[www.coordetp95.fr/evenement/7journnee-etp-du-95](http://www.coordetp95.fr/evenement/7journnee-etp-du-95)

# Fiche expérience

Grand Paris Seine & Oise

## UN FESTIVAL INTERCOMMUNAL DE COURTS-MÉTRAGES POUR SENSIBILISER LES COLLÉGIEN · NES À LA PRÉVENTION

Le service politique de la ville de la communauté urbaine Grand Paris Seine & Oise (CU GPS&O) porte une démarche de sensibilisation à la prévention, de pairs à pairs, pour les collèves en quartier prioritaire de son territoire, par le biais de la création artistique.

La communauté urbaine Grand Paris Seine & Oise (CU GPS&O) reconduit, depuis plusieurs années, une démarche de prévention auprès des collégien·nes des Cités éducatives de son territoire, à travers des ateliers de sensibilisation et des outils pédagogiques, ou encore des interventions théâtrales. *Cette année, on a proposé pour la première fois notre festival au niveau intercommunal*, relate Sabrina Matahri, cheffe de projet politique de la ville et égalité des chances à la CU GPS&O. Le service politique de la ville décide de mobiliser conjointement ses 3 pôles (prévention de la délinquance ; coopérations éducatives ; politique de la ville et égalité des chances) pour unir ses compétences et enveloppes budgétaires sur ce projet, et ainsi disposer d'un impact plus important.

### De l'écriture au tournage... des temps de travail pour sensibiliser

La CU GPS&O lance alors, dès septembre 2025, un appel à candidatures à ses 8 Cités éducatives, pour la réalisation de films de sensibilisation à la prévention, conçus par les jeunes, pour les jeunes. *Notre objectif consiste ainsi à produire un message de prévention plus efficace*, complète Diane Miguel, chargée de mission politique de la ville à la CU GPS&O. 5 thèmes - conduites addictives ; égalité filles-garçons ; lutte contre le harcèlement scolaire ; rivalités entre jeunes ; et enfin « mon quartier ma fierté », - sont proposés. 5 projets, issus de 4 territoires : Mantes-la-Jolie ; Poissy ; Chanteloup-les-Vignes ; et les Mureaux, sont sélectionnés. Excepté ce dernier territoire, dont les élèves ont choisi « mon quartier ma fierté », les autres ont sélectionné le thème de l'égalité filles-garçons. *Ce sujet faisant partie des thèmes prioritaires de l'Éducation nationale, il a donc été choisi assez naturellement*, explique Sabrina Matahri. Dès novembre, une première étape, réalisée auprès des 5 établissements retenus, a consisté à sensibiliser les élèves avec le sujet choisi, via un temps de prévention. Pour cela, la CU GPS&O a fait appel à l'association « l'académie des pluriels », basée aux Mureaux. Concernant

l'égalité filles-garçons, celle-ci a proposé, sur 2 heures, une acculturation ludique et adaptée à la tranche d'âge, pour déterminer le degré de connaissances des élèves sur le sujet. Cela s'est traduit par l'utilisation d'outils, comme une frise chronologique sur l'évolution des droits des femmes, ou encore un débat mouvant, autour de questionnements tels « un stéréotype, qu'est-ce que c'est ? » ou « la place de la femme est-elle à la cuisine ? ». Puis, des débats ont été engagés pour permettre aux jeunes d'argumenter et d'expliquer leurs positionnements. Ensuite, un travail d'écriture du scénario a débuté, avec des sessions animées par la CU GPS&O, en lien avec un·e professeur·e référent·e. Cette étape a été accompagnée par le monteur-réalisateur Anace Zelif, également animateur à Chanteloup-les-Vignes. *De fait, il connaît très bien le public jeune, ce qui est facilitant*, poursuit Sabrina Matahri. Cela s'est concrétisé, enfin, par une journée de tournage, sur le temps scolaire.

### Une démarche valorisée par un événement, et des impacts positifs observés

Un dernier temps fort de valorisation de ce travail a été programmé au cinéma Frédéric Dard, aux Mureaux, sous la forme d'un festival, le 4 juin dernier. Les invité·es, des professionnel·les du territoire, ont pu assister à une présentation de chaque projet par un binôme de jeunes, puis ont visionné les courts-métrages. Un jury d'acteur·rices du territoire (artiste des Mureaux, délégué du préfet, journaliste sportif...) avait pour mission de remettre un prix, et un second « le coup de cœur du public » était remis par les participant·es. Par ailleurs, tous les projets étaient récompensés. Les participant·es ont reçu des lots tels des jeux pédagogiques ou encore des mangas en lien avec l'égalité filles-garçons. Au total, 135 élèves, de 5<sup>ème</sup>, 4<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> ont participé au projet. *In fine*, la démarche visait à développer l'expression orale et la confiance en soi des jeunes. Ainsi, une collégienne harcelée a repris confiance grâce au projet, ou des élèves « en décrochage » ont pu montrer un réel investissement, avec l'accompagnement de

professeur·es impliqué·es. Elle a également permis la création de liens entre certains jeunes qui ne se parlaient pas, comme entre les élèves de filière générale et de Segpa à Chanteloup-les-Vignes, par exemple. Enfin, elle a ouvert le champ des possibles, par la découverte de métiers, car pendant le tournage, les jeunes ont pu s'essayer à des rôles variés, derrière la caméra ou en prestation.

### Un essaimage sur le territoire, et des perspectives pour une prochaine édition

Les vidéos enrichissent maintenant le catalogue des outils pédagogiques de la CU GPS&O pour sensibiliser à l'égalité filles-garçons. *Ces outils sont destinés en priorité aux acteur·rices de la politique de la ville*, informe Sabrina Matahri, *même si tout le monde peut en bénéficier*. Les films continuent par ailleurs à être valorisés lors de temps comme des forums professionnels. Cela crée des émules, car une action, intitulée « Stop disci en manga », en lien avec les professeur·es d'arts plastiques, s'en est inspirée. Un bilan partagé, avec le réalisateur et le corps enseignant, a été produit ensuite, permettant de cibler les points positifs et les freins observés, pour alimenter la construction d'une seconde édition. Plusieurs pistes d'amélioration ont été recensées. L'intérêt d'une séance supplémentaire pour faire découvrir aux jeunes les métiers du cinéma en amont, facilitant ainsi leur compréhension de ce qui va se dérouler pendant le tournage, ou l'ajout d'une séance de tournage, pour mieux anticiper le temps entre l'obtention des accords, la réservation des lieux, et le travail avec des jeunes qui ne sont pas des professionnel·les. Enfin, la pertinence de reconduire l'appel à projets en ciblant des élèves de 4<sup>ème</sup>, qui n'ont pas d'échéance d'orientation. *Une seconde édition est prévue, centrée sur le thème de la santé mentale, qui est un besoin identifié sur le territoire, et important pour traiter différents aspects de la prévention, comme les addictions ou le harcèlement*, conclut Sabrina Matahri.

Contacts : Sabrina Matahri, [sabrina.matahri@gpseo.fr](mailto:sabrina.matahri@gpseo.fr) ; Diane Miguel, [Diane.miguel@gpseo.fr](mailto:Diane.miguel@gpseo.fr)

# Ressources

## < FORMATION EN LIGNE >

### UNE FORMATION EN LIGNE SUR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE EN SANTÉ DESTINÉE AUX PROFESSIONNEL·LES DE SANTÉ

Le dérèglement climatique a des effets considérables sur la santé et le système de soin, la transition écologique en santé (TES) vise donc à réduire l'empreinte environnementale du système de soins tout en l'adaptant aux défis climatiques et sanitaires. C'est pourquoi L'EHESP (école des hautes études en santé publique) a lancé, en partenariat avec des institutions telles que la Direction générale de l'offre de soins (DGOS) ou l'ARS Bretagne, une nouvelle plateforme de formation en ligne dédiée à la TES. Celle-ci, accessible en ligne gratuitement à tous·tes les professionnel·les de santé, offre plusieurs types de contenus, dont un module de formation destiné aux médecins sur le déploiement des soins écoresponsables ou encore une bibliothèque de ressources pédagogiques pour diffuser et sensibiliser à la transition écologique en santé.

[www.ehesp.fr/formation/formations-en-ligne/plateforme-transition-ecologique-en-sante/](http://www.ehesp.fr/formation/formations-en-ligne/plateforme-transition-ecologique-en-sante/)



## < DANS LA PRESSE - DISPONIBLE AU PÔLE RESSOURCES >

- « Des inégalités... pas toutes égales », Hélène Frouard et Alain Trannoy, le journal du CNRS, 15 septembre 2026

<https://lejournald.cnrs.fr/articles/des-inegalites-pas-toutes-egales>

- « Les démocraties directes existent-elles vraiment ? », Raul Magni-Berton, The Conversation, 14 septembre 2026

<https://theconversation.com/les-democraties-directes-existent-elles-vraiment-289660>

- Et pour une approche quotidienne de l'actualité nationale de la politique de la ville, le panorama de presse réalisé par le réseau national des centres de ressources politique de la ville (CRPV) : [www.scoop.it/topic/actu-politiquedelaville](http://www.scoop.it/topic/actu-politiquedelaville)



## < À LIRE >



### COMBATTRE LA PRÉCARITÉ ALIMENTAIRE

Christophe Fourel, Jean-Luc Volatier, éd. Les Petits Matins, mars 2026, 189 p

L'insécurité alimentaire touche désormais plusieurs millions de Français. Définie comme l'incapacité d'accéder régulièrement à une alimentation suffisante et de qualité, elle s'est aggravée depuis la crise du covid-19. En s'appuyant sur les données les plus récentes, ce livre analyse ce phénomène dans toutes ses dimensions. Face aux besoins croissants, de nouvelles approches émergent – épiceries sociales, ateliers cuisine, circuits courts solidaires, jardins partagés – pour dépasser la logique caritative et promouvoir une démocratie alimentaire participative. Le projet de Sécurité sociale de l'alimentation vise à garantir l'accès à une alimentation saine et durable grâce à un financement collectif. Au-delà de l'enjeu nutritionnel, ces initiatives interrogent la cohésion sociale et l'efficacité des politiques publiques de lutte contre les vulnérabilités.

[www.lespetitsmatins.fr/catalogue/combattre-la-precarite-alimentaire](http://www.lespetitsmatins.fr/catalogue/combattre-la-precarite-alimentaire)

4e de couv



### LE COÛT DE LA VIRILITÉ AU TRAVAIL

Elise Fabing, Lucile Peytavin, éd. Tallandier, septembre 2026, 256 p

97 % des auteurs de harcèlement sexuel sont des hommes, ainsi que 88 % des fraudeurs aux notes de frais et 91 % des morts au travail. Ces chiffres ne sont pas anecdotiques. Cette disproportion entre les hommes et les femmes s'explique en partie par un tabou : le culte de la virilité. Un non-dit qui coûte cher aux salariés, aux entreprises, et à la société tout entière. En s'appuyant sur des enquêtes de terrain et des données inédites, l'historienne Lucile Peytavin et l'avocate Elise Fabing s'attaquent au problème. Sans accabler les hommes, elles décryptent les ressorts d'un système destructeur et proposent, pour la première fois, un outil concret : l'index virilité, pensé pour mesurer et réduire des coûts que personne, jusqu'ici, n'avait voulu regarder en face. Tout est féminisme, même le monde du travail où les inégalités qui s'y forgent ruissellent négativement jusque dans la vie privée et la cellule familiale. Un livre indispensable qui nous aide à repenser notre rapport au travail et plus largement notre contrat social. Une approche qui se révèle être également un levier de performance et une source d'économies pour les entreprises.

[www.tallandier.com/livre/le-cout-de-la-virilite-en-au-travail/](http://www.tallandier.com/livre/le-cout-de-la-virilite-en-au-travail/)

4e de couv